

RÉSUMÉ

1. Hong Kong, Chine reste l'une des économies les plus ouvertes du monde et les plus orientées vers le marché (en 2009, le ratio du commerce des marchandises et des services non facteurs au PIB s'est établi à 380%). Elle possède, en outre, l'un des régimes d'investissement étranger les plus libéraux et les plus transparents du monde.

2. L'économie de Hong Kong, Chine s'est fortement contractée au début de 2009 par suite de la crise financière mondiale, mais elle s'est redressée assez vite grâce, notamment, au renforcement de ses relations économiques avec la Chine et au retour de celle-ci à une croissance vigoureuse. Sa capacité de résister aux chocs extérieurs tient aussi à la flexibilité des salaires et des prix, facteur particulièrement important car le dollar de Hong Kong demeure rattaché au dollar des États-Unis (ce qui amoindrit la marge de manœuvre du territoire en ce qui concerne la flexibilité du taux de change et l'indépendance de la politique monétaire). De plus, la réglementation prudente des marchés financiers de Hong Kong, Chine l'a préservée des pires effets de la crise financière mondiale. Hong Kong, Chine n'a adopté aucune mesure protectionniste en réaction à la crise.

3. De nouveaux défis ainsi que de nouvelles possibilités se présentent pour Hong Kong, Chine dans la foulée de la crise financière mondiale et avec l'émergence de la Chine comme grande puissance économique et commerciale et comme économie concurrente. Principalement orientée vers les services, l'économie de Hong Kong, Chine est traditionnellement dominée par quatre secteurs phares (services financiers, commerce et logistique, tourisme, et services professionnels) qui représentent environ 55% du PIB et près de 50% de l'emploi. À présent que la Chine a entrepris d'asseoir son économie non plus sur les industries manufacturières mais sur les services, le défi consiste à préserver ces secteurs de services et la position de Hong Kong, Chine en tant que

pôle financier régional et mondial face à la concurrence accrue de villes comme Shanghai. Autre défi majeur: l'amélioration des relations commerciales transdétroit entre la Chine et le Taipei chinois, qui réduit le rôle d'intermédiaire de Hong Kong, Chine dans les domaines des services financiers, du commerce et de la logistique.

4. Hong Kong, Chine reste attachée au principe du libre jeu des forces du marché, mais ces nouveaux défis l'ont incitée à repenser le rôle du gouvernement dans la promotion du développement économique. Suite aux recommandations formulées par un important groupe de travail sur les défis économiques, six nouveaux secteurs ont été identifiés dans lesquels cette économie présente des "avantages comparatifs" (essais et certification; services médicaux; innovation et technologie; industries culturelles et créatrices; services environnementaux et services d'éducation). Pour favoriser l'essor de ces nouveaux secteurs, il sera fait appel à plusieurs incitations nouvelles, dont des incitations d'ordre financier et réglementaire, l'accès à la propriété foncière ainsi qu'un accès préférentiel au titre de l'Accord de rapprochement économique avec la Chine (CEPA). La question se pose de savoir si cela dénote une réorientation en faveur d'une politique plus interventionniste.

5. Le renforcement des relations économiques avec la Chine dans le cadre du CEPA offre des possibilités immenses à Hong Kong, Chine pour ce qui est d'exploiter son avantage comparatif. La profondeur et le champ des mesures de libéralisation se sont encore accrus dans le domaine des marchandises (par le jeu des règles d'origine du CEPA, dont la portée va croissant) ainsi que des services. L'accès préférentiel aux marchés de la Chine s'est progressivement étendu à 44 secteurs de services (janvier 2011). Ces possibilités de marché sont ouvertes aux entreprises de toutes nationalités basées à Hong Kong, Chine. Dans le cadre du programme de facilitation des échanges et de l'investissement du CEPA, les

deux parties se sont engagées, entre autres choses, à améliorer la transparence des lois et réglementations et la protection des droits de propriété intellectuelle. Il est donc possible que le CEPA génère des avantages pour l'ensemble des Membres de l'OMC.

6. Hong Kong, Chine demeure un ardent défenseur du système commercial multilatéral; elle a d'excellents antécédents en matière de notification et conserve son attachement à un commerce libre et ouvert. Toutefois, pour promouvoir ses intérêts économiques et commerciaux, son gouvernement a adopté une approche plus active en ce qui concerne la conclusion d'accords de libre-échange avec ses partenaires commerciaux. Un accord de rapprochement économique a été conclu avec la Nouvelle-Zélande en 2010, et les négociations visant la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'AELE sont en cours.

7. L'une des évolutions les plus marquantes dans l'orientation de la politique commerciale de Hong Kong, Chine est le passage à une législation transsectorielle en matière de concurrence, qu'elle avait évitée par le passé au motif que l'économie présentait un degré élevé d'ouverture. Présenté en juillet 2010 au Conseil législatif, le nouveau projet de loi sur la concurrence marque un important pas en avant. D'après ce projet de loi, une Commission de la concurrence, instance indépendante, sera chargée de faire respecter la loi et d'élaborer des lignes directrices dans ce domaine, et les procédures d'exécution seront du ressort d'un Tribunal de la concurrence. En ce qui concerne la prévention des pratiques anticoncurrentielles, la teneur du projet de loi concorde dans l'ensemble avec celle des lois sur la concurrence adoptées par d'autres juridictions, mais la réglementation détaillée des fusions et acquisitions a été différée. Il reste à voir quels types d'ententes ou de conduite seront exclus de cette loi et si son champ d'application inclura les organismes de droit public, qui jouent un rôle important au sein de l'économie.

8. Les droits NPF appliqués sont tous des droits nuls, mais s'agissant des produits non agricoles la proportion des droits consolidés dans le cadre de l'OMC dépasse à peine le tiers (tous les tarifs agricoles sont consolidés), de sorte que le tarif douanier de Hong Kong, Chine présente un certain degré d'imprévisibilité. Toutefois, la "mini-constitution" de Hong Kong, Chine, la loi fondamentale, garantit son statut de port franc.

9. Les procédures douanières de Hong Kong, Chine sont simples, grâce à son régime d'admission en franchise de droits. Presque tous les documents commerciaux peuvent être présentés par voie électronique (douane électronique). L'évaluation en douane aux fins de la perception des droits d'accise s'applique seulement à quatre groupes de produits (boissons alcoolisées, tabacs, hydrocarbures et alcool méthylique). Les droits d'accise sur le vin ont été éliminés, car Hong Kong, Chine ambitionne de devenir un pôle commercial en matière de vins fins.

10. Les restrictions à l'importation ou à l'exportation sont peu nombreuses et sont généralement imposées pour des raisons de santé, de sûreté, de sécurité ou de protection de l'environnement (en vertu d'accords internationaux). Les importations et les exportations de textiles demeurent assujetties à des contrôles particuliers concernant leur origine.

11. Même si Hong Kong, Chine est très bien classée suivant les indicateurs connus de liberté économique, de compétitivité et de facilité de faire des affaires, elle a progressivement évolué vers une réglementation accrue des marchés pour des raisons sociales, sanitaires, environnementales et prudentielles. Par exemple, à l'instar d'autres Membres de l'OMC, elle a instauré une nouvelle réglementation concernant l'étiquetage et les allégations nutritionnels (par exemple "sans gras"). Elle a aussi élaboré une loi sur le salaire minimum, dont l'effet sur l'emploi et la compétitivité de l'économie

dépendra du niveau de salaire minimum qui sera mis en œuvre.

12. Le dispositif réglementaire concernant la sécurité sanitaire des aliments et les médicaments a été remis en question à la suite de plusieurs incidents survenus sur le territoire de Hong Kong, Chine et à l'extérieur (par exemple l'incident lié à la mélamine). Un nouveau projet de loi sur l'innocuité des aliments, en attente d'approbation, énonce à l'intention des opérateurs des prescriptions d'enregistrement et de tenue d'archives qui visent à favoriser la traçabilité des aliments (contaminés).

13. Les marchés publics de Hong Kong, Chine sont relativement modestes (environ 4% du PIB en 2009), conformément à l'engagement "grand marché, petit gouvernement". Toutefois, la plupart des marchés ont été adjugés selon des procédures d'appel d'offres sélectives ou restreintes, plutôt que par des méthodes plus ouvertes et transparentes. Hong Kong, Chine est partie à l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics.

14. Hong Kong, Chine est aussi un territoire où la fiscalité est peu élevée (en 2008/09, les recettes fiscales représentaient environ 13% du PIB), mais la crise financière mondiale a mis au jour certaines faiblesses de sa structure fiscale. Il s'agit, entre autres, de la volatilité des recettes provenant de la vente et de la location des terrains (primes foncières, droits de timbre), qui appartiennent en grande partie à l'État, et de l'absence de recettes provenant d'autres sources, telles que les impositions indirectes, qui sont relativement sans effets de distorsions et stables durant le cycle économique. La proposition visant à élargir l'assiette fiscale en instaurant une taxe sur les marchandises et les services a été abandonnée en raison de l'opposition du public.

15. Hong Kong, Chine applique un régime de fiscalité directe qui est relativement neutre mais n'est pas totalement exempt d'incitations,

car il existe des déductions fiscales, par exemple, pour les dépenses liées à l'environnement et à la propriété intellectuelle. Autrement, des aides publiques limitées ont été fournies principalement sous forme de dons, de prêts et de garanties de prêt. Une aide accrue a été consentie notamment aux petites et moyennes entreprises (en réponse à la crise financière mondiale) et à certains des six "nouveaux secteurs". Certaines activités de recherche-développement bénéficient de subventions destinées à promouvoir une culture d'innovation et de recherche, car Hong Kong, Chine consacre moins de dépenses à la recherche-développement (par rapport à la taille de son économie) que la Chine ou d'autres économies avancées.

16. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, Hong Kong, Chine a instauré le régime de licences obligatoires visé au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha. Elle a modernisé la protection de la propriété intellectuelle pour la mettre en phase avec les évolutions technologiques et les normes internationales, et elle s'emploie à revoir son cadre législatif régissant la protection du droit d'auteur dans l'environnement numérique. Elle a aussi pris des mesures pour renforcer les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

17. Le secteur des services financiers demeure le pilier central de l'économie. Le gouvernement a tenu tout particulièrement à promouvoir le rôle de Hong Kong, Chine en tant que pôle financier, notamment en améliorant l'accès au marché chinois pour ses fournisseurs de services (CEPA) et en élargissant les possibilités d'opérations offshore en RMB. Parmi les faits nouveaux importants à cet égard figurent les émissions d'obligations en RMB à Hong Kong, Chine par des institutions financières chinoises et un système pilote de règlement des échanges commerciaux en RMB (lancé en 2009) qui ouvre pour Hong Kong, Chine de nouvelles possibilités d'intermédiation financière entre la Chine et le reste du monde.

18. L'aéroport international (HKIA) et le port de Hong Kong sont tous deux confrontés à l'intense concurrence d'autres aéroports et ports maritimes voisins ou régionaux, tels que Shenzhen (Chine). Les autorités ont conclu avec des partenaires aéronautiques un certain nombre d'accords nouveaux ou plus libéraux sur les services de transport aérien, afin de renforcer la position de l'aéroport international en tant que plaque tournante et d'ouvrir de nouvelles possibilités pour les compagnies aériennes de Hong Kong, Chine. Ce dernier n'applique pas la politique du "ciel ouvert" (ce qui constitue une exception à ses politiques autrement libérales et ouvertes). L'aéroport international de Hong Kong est le plus important du monde pour ce qui est du trafic de marchandises, et l'ouverture prévue d'une quatrième aéroport de fret exploitée par le secteur privé vise à accroître encore davantage sa compétitivité.

19. Pour renforcer la position de l'aéroport et du port maritime en tant que passerelles vers la Chine, Hong Kong, Chine développe les réseaux de transport qui la relie à la Chine continentale. Ouvrage phare, le pont qui reliera Hong Kong, Chine à la Chine et à Macao, Chine est un important projet d'infrastructure à financement public qui devrait renforcer les relations économiques avec l'*hinterland* industriel de Hong Kong, Chine dans l'ouest du delta de la rivière des Perles. Il est également prévu de construire un nouveau terminal pour les paquebots de croisière géants, afin de positionner Hong Kong, Chine comme plaque tournante régionale dans ce domaine. La libéralisation des formalités de voyage pour les visiteurs venant de Chine s'est poursuivie, ce qui profite grandement à l'industrie touristique, autre fleuron traditionnel de Hong Kong, Chine.

20. Hong Kong, Chine a poursuivi la déréglementation du marché hautement concurrentiel des télécommunications. La

disposition réglementaire en vertu de laquelle les opérateurs de téléphonie mobile devaient payer des frais d'interconnexion aux opérateurs de téléphonie fixe pour le trafic acheminé dans les deux directions (principe selon lequel le réseau de la partie mobile paie-MPNP) a été abolie pour permettre au marché de déterminer les tarifs et le type d'arrangement. Les opérateurs se livrent une concurrence fondée sur les installations, de sorte qu'environ 85% des habitants ont le choix entre plusieurs réseaux large bande fixes et sans fil. Les télécommunications et la radiodiffusion sont les seuls secteurs de l'économie de Hong Kong, Chine actuellement assujettis à des règles de concurrence.

21. Le marché de l'électricité reste sous la domination de deux monopoles territoriaux privés, qui sont encadrés par une réglementation rigoureuse. Le gouvernement mène actuellement des travaux préparatoires dans l'optique de l'éventuelle libéralisation du marché, qui ne devrait toutefois pas intervenir avant 2018.

22. Le secteur agricole de Hong Kong, Chine est très modeste, et la quasi-totalité des produits alimentaires est importée. En réponse aux préoccupations liées à la santé publique (influenza aviaire H5N1) et à l'environnement, le gouvernement est intervenu dans le cadre de programmes de retrait de ressources du type "catégorie verte" pour encourager les producteurs de porcs et de volailles à abandonner la production. Les versements incitatifs ont entraîné une baisse considérable des productions animales. S'agissant du riz, aliment de base, plusieurs mesures de contrôle dont un système de stocks de réserve demeurent en place. Le maintien des stocks de riz vise principalement à apaiser les inquiétudes du public face à l'éventualité d'une offre insuffisante ou d'une pénurie qui résulterait, par exemple, de restrictions imposées par les pays exportateurs.
